

## Les Palestiniens luttent pour reconstruire leur vie après les pogroms des colons en Cisjordanie

### Description

*Depuis le 7 octobre, la flambée de violence des colons a privé de nombreuses communautés palestiniennes de leurs terres et de leurs moyens de subsistance. Aujourd'hui, elles ne savent plus où aller.*

Par Yuval Abraham, le 18 janvier 2024



Musa Mleihat devant la tente qui est maintenant sa maison, près de Fasayil, en Cisjordanie occupée. (Yuval Abraham)

Les enfants de Naama Abiyat sont tout ce qui lui reste. Je rencontre cette mère de cinq enfants, âgée de 29 ans, à l'intérieur d'une tente aux murs fins où elle vit dans le sud de la Cisjordanie occupée ; la tente est presque vide, à l'exception d'une couverture qu'elle a réçue de passants et de quelques rondins de bois. Ses enfants interrompent de temps à autre notre conversation, réclamant son attention et lui faisant savoir qu'ils ont froid.

Jusqu'à il y a deux mois, Abiyat avait sa propre chambre, une maison, un jardin et une oliveraie à Al-Qanoub, un petit village familial de 40 habitants situé au nord d'Hébron. Entre le 11 octobre et le 1er novembre, cependant, toute la communauté a fui après une série de pogroms perpétrés par des colons israéliens venus de la colonie voisine d'Asfar et de l'avant-poste adjacent de Pnei Kedem. Les colons ont brûlé les maisons, lancé leurs chiens sur les animaux de la ferme et, sous la menace d'une arme, ont ordonné aux habitants de partir sous peine d'être tués.

Depuis, Abiyat et ses enfants errent, sans terre et sans maison. Avec quatre autres familles déplacées d'Al-Qanoub, ils ont installé des tentes temporaires à la périphérie de la ville de Shuyukh, plus proche d'Hébron.

Le jour de l'expulsion, les colons ont refusé de leur laisser prendre quoi que ce soit dans le village en flammes : la carte d'identité de son mari, les véhicules, les matelas, les téléphones portables, les sacs d'olives, les clés et mes vêtements, ajoute un de ses fils. Tout a été laissé sur place, et une grande partie a été volée. Le fils aîné d'Abiyat, âgé de 11 ans, ne peut plus se rendre à son école près du village, car personne ne peut y conduire.

Dans les jours qui ont précédé la décision de sa famille de fuir le village, Abiyat dormait dehors avec ses enfants, craignant que les colons ne mettent le feu à leur maison pendant qu'ils dormaient, comme cela était arrivé à l'un de ses voisins. « La nuit, nous fermions la maison à

ciÃ©, nous Ã©teignons les lumiÃ¨res et nous descendons dans les oliviers pour dormir sous le ciel Ã», raconte-t-elle.



Un feu brÃ»le aprÃ¨s une attaque de colons israÃ©liens qui a tuÃ© quatre Palestiniens dans le village de Qusra, prÃ¨s de la ville de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie, le 11 octobre 2023. (Wahaj Bani Moufleh/Activestills)

Aujourdâ??hui, Abiyat sâ??efforce de trouver un moyen dâ??acheter du bois de chauffage pour lâ??hiver. Ã« Je vous parle et tout mon corps explose Ã», dit-elle. Ã« Ici, tout nâ??est que scorpions et serpents. Les enfants sont dans un Ã©tat mental difficile. Plus rien ne les passionne dans la vie.

Sous le couvert de la guerre, [16 villages palestiniens](#) de Cisjordanie â?? oÃ¹ vivaient collectivement plus de 1 000 personnes â?? ont Ã©tÃ© entiÃ¨rement dÃ©peuplÃ©s Ã la suite dâ??une [recrudescence de la violence des colons](#) et de [pogroms](#) contre les communautÃ©s dâ??Ã©leveurs palestiniens. SÃ©parÃ©es de leurs communautÃ©s et contraintes de vivre sous des tentes sur des terres appartenant Ã dâ??autres Palestiniens, les familles dÃ©placÃ©es rÃ©clament toutes la mÃame chose : pouvoir rentrer chez elles.

## Ã« Ils nous ont dit que nous avons une heure pour partir Ã»

Avant le dÃ©but de la guerre, le village de Southern a-Nassariyah, dans la vallÃ©e du Jourdain, abritait cinq familles, soit 25 personnes au total. Le 13 octobre, toutes ces familles ont fui leurs maisons sous la menace de violences de la part des colons israÃ©liens. Elles vivent actuellement dans des tentes prÃ¨s du village de Fasayil, sur un terrain appartenant Ã un rÃ©sident local qui les a autorisÃ©es Ã rester Ã condition quâ??elles quittent les lieux dâ??ici le mois dâ??avril. Les familles dÃ©placÃ©es ne savent pas oÃ¹ elles iront ensuite.

Ã« Ils ont fait de nous des travailleurs. Par Dieu, ils ont fait de nous des travailleurs Ã», dÃ©clare Musa Mleihat, en posant une tasse de thÃ© sur un tabouret Ã lâ??extÃ©rieur de la tente qui est devenue sa maison. Le jour de son expulsion, il a perdu sa terre, ce qui signifiait la perte de son gagne-pain : ne pouvant plus faire paÃ®tre son troupeau, il a Ã©tÃ© contraint de vendre la plupart des moutons et des chÃªvres de sa famille.

Certains des autres villageois ont commencÃ© Ã travailler comme ouvriers agricoles dans les colonies voisines. La colonie de Tomer, par exemple, est connue pour ses dattes et ses ananas, et embauche des travailleurs palestiniens en les [payant illÃ©galement](#) au-dessous du salaire minimum. De nombreux villageois dÃ©placÃ©s affirment que le fait de devenir ouvrier agricole fait partie du prix Ã payer pour Ãatre chassÃ©s de leurs terres.



Un toboggan renversé dans le village palestinien de Wadi al-Siq, aujourd'hui déspeuplé. (Oren Ziv)

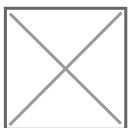
Au sud-est de Ramallah, les 180 habitants du village de Wadi al-Siq ont également été placés de force à la suite d'un pogrom de colons. Le 12 octobre, des colons et des soldats ont [fait irruption dans le village](#), ont tiré sur les femmes et les enfants et les ont chassés, avant de kidnapper trois hommes, de les menotter, de les déshabiller, d'uriner sur eux, de les battre jusqu'au sang et d'abuser d'eux sexuellement.

« Après avoir bandé les yeux des gens, ils nous ont dit que nous avons une heure pour quitter le village, et qu'après cela, quiconque resterait serait tué », raconte Abd el-Rahman Kaabna, le chef du village. Trois mois après son expulsion, il a encore du mal à surmonter cette expérience, qui a profondément affecté ses enfants : depuis, ils font pipi au lit.

Kaabna explique que sa vie entière a changé à la suite de son expulsion. La communauté de Wadi al-Siq a été complètement démantelée : la plupart des villageois, dont Kaabna, sont dispersés dans des tentes à l'est et au sud de la ville de Ramun, tandis que d'autres se trouvent près de la ville de Taybeh, à proximité de Ramallah. Tous vivent sur les terres d'autrui.

« Nous nous sentons comme des étrangers ici », dit-il. « Nous n'avons pas les maisons dans lesquelles nous avons l'habitude de vivre, avec des champs et des pâturages ouverts. Aujourd'hui, je vis dans une oliveraie et le propriétaire me demande sans cesse combien de temps nous allons rester ».

Les fils de Kaabna, âgés de 6 et 8 ans, ne vont plus à l'école depuis son expulsion. À Wadi al-Siq, il y avait une école pour les filles jusqu'à la huitième année, mais après le départ des habitants, « les colons ont volé tout ce qu'il y avait d'intérieur, y compris les livres des enfants. Il y a un mois, ils ont amené un tracteur et ont démolé toutes nos maisons.



Abd el-Rahman Kaabna, chef du village déspeuplé de Wadi al-Siq, au sud de Ramun, en Cisjordanie occupée. (Yuval Abraham)

## « Le village était rempli de souvenirs »

Les colons ont détruit ou incendié des maisons dans plusieurs des villages que les Palestiniens ont été contraints d'abandonner au cours des derniers mois, rendant impossible le retour de leurs anciens habitants. Les colons achètent ainsi le travail de la politique du gouvernement israélien qui, depuis des années, cherche à forcer les Palestiniens à quitter la zone C : ils refusent de

reconnaitre leurs villages, les empêchent d'avoir accès à l'eau et à l'électricité et démolissent leurs maisons. Selon les données fournies par l'administration civile et le bras bureaucratique de l'occupation et l'ONG israélienne de défense des droits des urbanistes Bimkom, entre 2016 et 2020, elle a délivré [348 fois](#) plus de permis de construire aux colons israéliens qu'aux Palestiniens vivant dans la zone C.

Le village de Zanuta, dans les collines du sud d'Hébron, qui comptait 250 habitants avant le début de la guerre, est le plus grand village à avoir fait l'objet d'un nettoyage ethnique par les colons au cours des derniers mois. Les colons ont ensuite détruit l'école du village, ainsi que 10 bâtiments résidentiels. Lorsque les habitants de Zanuta ont tenté de revenir, un inspecteur de l'administration civile leur a dit que s'ils installaient une seule tente, elle la considérerait comme une « nouvelle construction » et la démolirait.

Après avoir fui leurs maisons, les habitants de Zanuta ont été dispersés dans six endroits différents : certains vivent actuellement près du point de contrôle de Meitar, à l'extrémité sud de la Cisjordanie, d'autres près de la colonie de Tene Omarim, et d'autres encore ont loué des terres où ils ont pu en trouver. « Nous nous manquons les uns aux autres », me dit Fayez al-Tal, un ancien habitant du village. « Depuis le jour où nous avons quitté Zanuta, nous ne nous sommes pas vus.

Non seulement les habitants ont perdu la plupart de leurs propriétés, mais ils ont également été contraints de vendre la plupart de leurs troupeaux en raison des frais considérables (70 000 NIS (environ 18 500 dollars) par famille) nécessaires au transport de tous leurs biens hors du village détruit, à l'achat de nouvelles tentes et cabanes et à l'achat de nourriture pour les moutons et les chèvres restants, qui ne peuvent plus paître.



L'école élémentaire du village de Zanuta, dans le sud de la Cisjordanie occupée, a été gravement endommagée le 16 décembre 2023. (Omri Eran Vardi/Activestills)

Les 85 habitants d'Ein al-Rashash, un village de bergers situé près de Ramallah, ont emballé leurs affaires et se sont enfuis dès les premiers jours de la guerre. « Le village était rempli de souvenirs de notre enfance », explique l'un des habitants. Aujourd'hui, les villageois vivent dans des tentes et des cabanes en aluminium qu'ils ont construites sur un sol rocheux, à côté de la ville de Douma. Ils ne savent pas ce qu'ils feront ensuite.

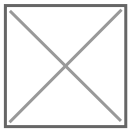
« Il n'y a pas de colons ici, mais il y a d'autres problèmes : l'administration civile », explique Awdai, qui a vécu à Ein Rashash. Après que lui et d'autres ont commencé à monter leurs tentes, un drone de l'administration civile est venu les photographier. Un ordre de démolition pourrait bientôt suivre.

## « Le gouvernement soutient les colons »

Ces dernières années, des dizaines d'avant-postes de gardiens de troupeaux ont été établis dans toute la zone C de la Cisjordanie et sont devenus un des moteurs de l'augmentation de la violence contre des Palestiniens. Pour de nombreux anciens habitants des villages peuplés, la peur des « voyous » des colons n'est pas la seule raison de leur déplacement, ni ce qui les empêche de rentrer chez eux. Le problème le plus profond est le soutien qu'ils reçoivent de l'armée et de la police israéliennes.

« Nous savons comment nous protéger », explique al-Tal, de Zanuta. « Mais si nous le faisons, les soldats nous tireront dessus ou nous finirons en prison. Le gouvernement soutient les colons. Dans le passé, raconte-t-il, lorsque les soldats ou la police arrivaient dans le village lors d'un raid des colons, ils arrêtaient les Palestiniens. Les habitants de chacun des villages déplacés disent la même chose : l'armée protège les agresseurs et arrête ceux qui sont attaqués.

Le 3 janvier, une audience a été tenue à la Cour suprême israélienne concernant un recours déposé au nom des habitants de Zanuta et d'autres villages qui ont été entièrement ou partiellement peuplés. L'appel exigeait que l'État prouve comment il s'y prend pour protéger ces communautés des colons et demandait aux autorités de créer des conditions sur le terrain qui permettraient aux communautés déplacées de retourner sur leurs terres.



Des Palestiniens quittent le village d'Ein al-Rashash, à l'est de Ramallah, suite aux attaques incessantes des colons israéliens d'un avant-poste illégal situé à proximité, qui se sont intensifiées pendant la guerre contre Gaza, le 18 octobre 2023. (Oren Ziv)

Qamar Mashraki-Assad et Netta Amar-Shiff, qui représentaient les Palestiniens, ont déclaré aux juges que la police ignorait complètement les plaintes concernant les violences commises par les colons et refusait systématiquement de recueillir des preuves sur le terrain. En outre, l'armée n'agit pas conformément à l'obligation qui lui incombe en vertu du droit international de protéger la population occupée.

Lors de l'audition, Roey Zweig, un officier du commandement central des FDI qui est responsable des unités de l'armée qui opèrent en Cisjordanie et de la construction dans la zone C a affirmé, de manière absurde, que la violence des colons avait en fait diminué ces derniers temps grâce aux mesures que l'armée a commencé à mettre en œuvre. Tout au long de son intervention, Zweig qui, en 2022, alors qu'il était commandant de la brigade de Samarie, avait [déclaré](#) que « le projet de colonisation et l'armée ne font qu'un » a qualifié les villages peuplés d'avant-postes palestiniens, reprenant le terme utilisé pour désigner les communautés israéliennes installées au sommet des collines de Cisjordanie, qui sont ostensiblement illégales, même au regard de la loi israélienne.

Les habitants de chacun des villages peuplés connaissent les noms des colons qui les ont terrorisés, ainsi que les colonies ou les avant-postes dont ils sont issus. Pendant des mois, voire des années, ces colons se sont systématiquement employés à les expulser, à s'emparer de

leurs terres et Ã les menacer de violence.

Pourtant, selon un responsable de la sÃ©curitÃ© qui s'entretient avec *+972 Magazine* et *Local Call*, la gestion de la violence des colons et de lâ'expulsion des communautÃ©s palestiniennes Ã« ne fait pas partie du mandat Ã» de lâ'administration civile. Les plaintes pour discrimination dans les permis de construire ou lâ'application de la loi, a dÃ©clarÃ© le fonctionnaire, devraient Ãªtre Ã« dirigÃ©es ailleurs Ã» parce que lâ'administration civile est Ã« seulement un organe exÃ©cutif Ã», et non Ã« politique Ã».

**Yuval Abraham** est un journaliste et un activiste basÃ© Ã JÃ©rusalem.

Source : [+972](#)

Traduction ED pour lâ'Agence MÃ©dia Palestine

**date crÃ©Ã©e**  
2024/01/26